

# HIS2515 Introduction à l'histoire du Québec et du Canada depuis 1867

## 1. La crise imprévue (1929-1933)

24 octobre 1929 - «Jeudi noir » : krach de Wall Street (New York); début de la crise.

1931 - Le chômage atteint 23% aux États-Unis. Faillite de nombreuses banques

1932 - Le Japon occupe la Mandchourie

1933 - Arrivée au pouvoir en Allemagne de Adolphe Hitler

1929-1933 : Baisse de 42% du PNB ; baisse de 51% du rev. national ; baisse des exportations de 57%. Chômage au dessus de 20%

août 1930- Richard B. Bennett (conservateur) premier ministre du Canada  
Sanction de la Loi d'aide aux chômeurs.

1931 Pop. du Canada : 10 376 786  
Population du Québec : 2 874 662

24 août 1931 L-A Taschereau (libéral) est réélu au Québec

nov. 1935 - Tachereau (libéral) réélu au Québec

## 2. Les «New Deal» (1933-1939)

1934 - Fondation du crédit social par William Aberhart (Alb.)

Fondation du CCF par J.S. Woodsworth (Sask)

Fondation de l'Action libérale nationale par Paul Gouin (Qc)

Création de la Banque du Canada.

La Cour suprême rejette le plan de redressement du fédéral (*New Deal* de Bennett).

Loi des pensions de vieillesse.

Baisse du chômage, surtout chez les femmes

1933-1945 - Présidence de F.D. Roosevelt aux États-Unis.  
New Deal : rôle croissant du gouvernement fédéral

octobre 1935 - L'Italie de Mussolini envahit l'Éthiopie

octobre 1935 - William Mackenzie King (libéral) est élu au Canada.

1936 - Création de Radio-Canada

mars 1936 - Occupation militaire de la Rhénanie

mars 1937 - Invasion de la Chine par le Japon

mars 1938 - annexion de l'Autriche par l'Allemagne

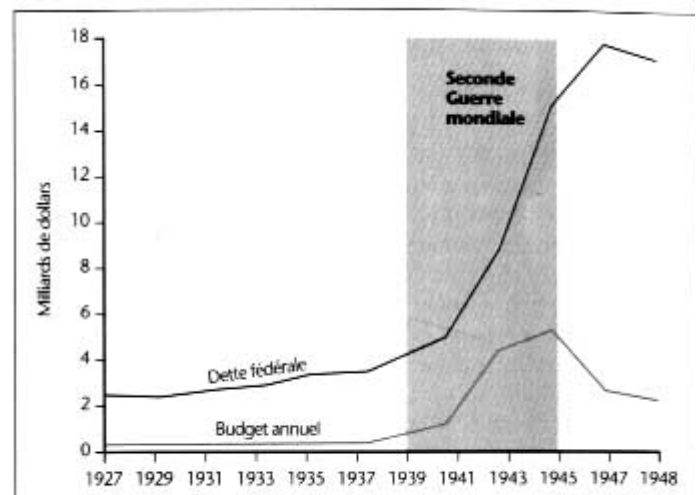


FIGURE 4.6

Évolution des dépenses et de la dette fédérales entre 1927 et 1948

août 1936 - Élection de Maurice Duplessis (Union nationale).

### 3. La «drôle de guerre» (sept 1939-juin 1940)

1<sup>er</sup> septembre 1939 - L'armée allemande (sous les ordres d'Adolf Hitler) envahit la Pologne. La Grande-Bretagne et la France entrent en guerre.

26 février 1940 - Arrivée en Angleterre du premier corps d'aviateurs canadiens (429 hommes)

25 octobre 1939 - Adélard Godbout (libéral) défait Maurice Duplessis

10 septembre 1939 - Le Canada entre en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne. (Pas de conscription)

1939 - Loi des ressources nationales ; économie de guerre ; C. D. Howe au ministère des approvisionnements.

26 mars 1940 King (libéral) est réélu avec un fort appui du Québec au pouvoir.

24 juin 1940 - King déclare : « *Le Gouvernement que je dirige ne présentera pas de mesure de conscription des Canadiens pour le service outre-mer* ».

25 avril 1940 - Les Québécoises obtiennent le droit de voter (au fédéral depuis 1918)



### 4. La «forteresse Angleterre» (juin 1940-juillet 1943)

Juin 1940 - Guerre éclair : occupation de la France par l'Allemagne. Création du gouvernement de Vichy

1940-1944 - Bataille de l'Atlantique

1940-41 - Bombardements allemands sur l'Angleterre

déc 1941 - Attaque de Pearl Harbour par le Japon ; entrée en guerre des États-Unis

18 août 1942 -

Tentative de débarquement sur Dieppe. Des 4 963 Canadiens, 2 753 morts et 617 blessés)

Janvier 1943. Défaite allemande à Stalingrad

1940 - Enregistrement obligatoire ; Camilien Houde, maire de Montréal, est arrêté pour s'être opposé publiquement à la conscription.

Janvier 1941 - Les effectifs de l'armée canadienne comptent déjà 125 000 hommes, dont 50 000 Québécois.

30 juin 1941 - La loi 80 : ne pas avoir recours à la conscription.

février 1942 - Richard B. Hanson (conservateur) réclame la conscription. Mackenzie King annonce la tenue d'un plébiscite

Fondation de la Ligue pour la défense du Canada

27 avril 1942 - Plébiscite sur la conscription : « les Canadiens doivent répondre par OUI ou NON à la question suivante : " *Consentez-vous à libérer le gouvernement de toute obligation résultant d'engagements antérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire ?* " Le Québec répond NON dans une proportion de 71,2 %. Les 8 autres provinces donnent une majorité de OUI. Résultat global : OUI, 63,7 % ; NON, 36,3 %

septembre 1942 - fondation du *Bloc populaire canadien*,  
9 novembre 1942 - Un sous-marin allemand est intercepté près de New Carlisle.

1942 - Chaque semaine le Canada produit 6 navires, 80 avions, 4 500 véhicules militaires, 525 000 obus, 25 millions de cartouches et 10 000 tonnes d'explosifs

1943 - Adoption au Québec de la Loi de l'instruction obligatoire.  
Création du Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social ; Adoption du programme fédéral des allocations familiales

## 5. La libération (juillet 1943-août 1945)

10 juillet 1943 - Les soldats canadiens prennent d'assaut le sud de L'Italie qui se rend le 8 septembre 1943.

Juin 1944 - Débarquement en Normandie ; libération de Paris

8 février 1945 Conférence de Yalta (entre Roosevelt, Churchill et Staline).

14 avril 1945 Les soldats canadiens occupent Arnhem : libération des Pays-Bas

2 mai 1945 Capitulation de Berlin.

6 août 1945 Les Américains lancent la première bombe atomique de l'histoire sur Hiroshima

8 août 1944 - Les femmes votent pour la 1<sup>ère</sup> fois au Québec ; Élection du gouvernement de Maurice Duplessis

juin 1945 : réélection de McKenzie King ; une vingtaine de députés du Bloc populaire sont élus.

## 6. L'impossible indépendance (1945-1963)



Décembre 1931 - La Grande Bretagne confère au Canada sa pleine souveraineté et sa personnalité internationale par le Statut de Westminster.

Sept 1939 - Le Canada entre en guerre une semaine après la Grande-Bretagne

17 août 1940 - Le Canada et les États-Unis signent un pacte défensif : l'Accord d'Ogdensburg.

14 août 1943 - Conférence de Québec entre Winston Churchill, Franklin Roosevelt et MacKenzie King

juillet 1944 - Le Canada obtient un siège à l'état major allié distinct de celui de la Grande-Bretagne

juin 1945 - Signature par le Canada de la Charte des Nations unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

1947 - Canada membre du Conseil de sécurité

1948 Le Canada participe à la Conférence des six puissances à Londres décidant du sort de l'Allemagne

1949 - Canada signataire du Traité de l'Atlantique nord (OTAN)

1949 - Ottawa persuade le parlement britannique de changer toute section de la Constitution (l'Acte de l'Amérique du Nord britannique) qu'elle désire. La Cour suprême du Canada devient, par une loi du parlement fédéral, la Cour d'appel de dernière instance en matière constitutionnelle. Il n'est donc plus possible d'en appeler des décisions de la Cour suprême du Canada auprès du Conseil privé britannique (Privy Council).

juill. 1954 - Crise de Suez entre les puissances coloniales et l'Égypte. Médiation de Lester B. Pearson (1956, prix nobel de la paix)

1957 - Création du Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du nord (NORAD) unissant le Canada et les États-Unis

1959 - La reine Élisabeth II inaugure la voie maritime du Saint-Laurent

1963 - Le gouvernement Diefenbaker refuse d'entretenir des armes nucléaires américaines en sol canadien

1965 - Libre échange entre le Canada et les États-Unis sur les pièces d'automobiles dit Pacte de l'auto

1968 - le nouveau gouvernement Trudeau diminue de 20% le contingent canadien au sein de l'OTAN

1970 - Établissement de relations diplomatiques entre la Chine et le Canada

1975 - Trudeau signe un accord commercial avec la Communauté économique européenne

## 7 La conjoncture économique (1945-2000)

1945-49 - Reconversion industrielle ; reconstruction de l'Europe ; coord. du fédéral

1950-57 - Croissance rapide ; construction d'infrastructures ; guerre de Corée

1958-62 - Récession sous Diefenbaker ; secteurs mous

1963-73 - Croissance ; construction

1974-83 - Crise mondiale sous Trudeau; stagflation ; déclin industriel (pétrole)

1984-90 - Croissance ; chômage structurel; inflation ; endettement des gouv. et des particuliers

1991-96 - Récession ; monétarisme ; déflation

1997-2000 - Croissance ; exportations (ALENA)

## 8 Le continentalisme

Exportations	1946	1950	1960
États-Unis	39%	65%	55%
Grande-Bretagne	26%	15%	17%
Importations			
États-Unis	75%	67%	68%
Grande-Bretagne	7%	13%	10%

Dépendance économique

1864-1880 : recherche de l'indépendance économique

1880-1945 : installation des filiales dans le domaine industriel pour contourner le tarif

1945-2000 : complémentarité et intégration à l'économie américaine

Croissance des firmes multinationales et des centrales syndicales (Pacte de l'auto, 1965)

Attrait des ressources naturelles canadiennes

Déclin du train (est-ouest) et développ. des nouveaux modes de transport (routes, aérien, télécommunications) : voie maritime du Saint-Laurent (1959)

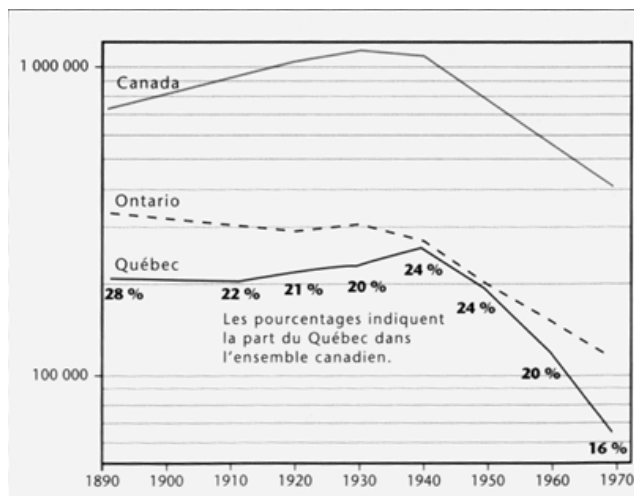


## 9 Croissance économique par secteurs

### AGRICULTURE

L'Ouest

- Croissance fulgurante pendant et après la Guerre
- Baisse des coûts avec la voie maritime
- Essor du marché d'Extrême-Orient par Vancouver
- Québec et Ontario
- Victoire de l'agriculture commerciale
- Consolidation autour de quelques cultures (laitier au Québec, horticole en Ontario)
- Structuration et intervention (offices de commercialisation, coopératives)
- Intégration à l'industrie agro-alimentaire



## INDUSTRIE

Complémentaire avec les États-Unis

Ontario - filiales et quelques entreprises «contrôlées» (53,4% en 1981)

Ailleurs - contrôle étranger des ressources naturelles (Québec : 37,1%)

### investissements directs américains: moyenne annuelle

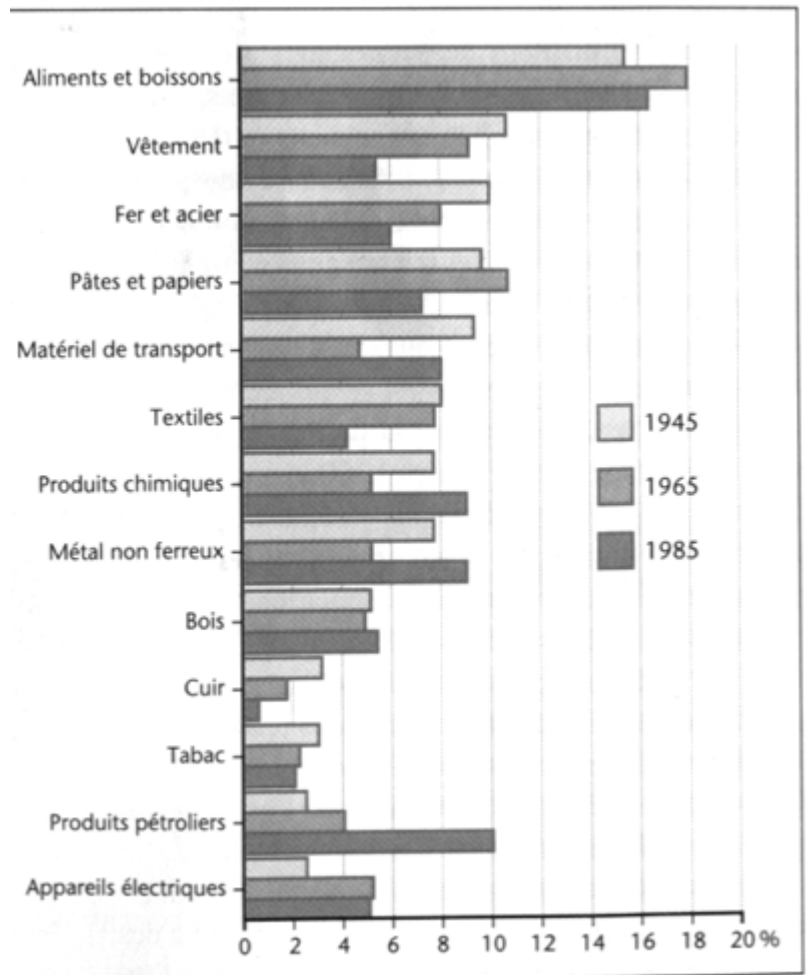
1921-1931	2,8 milliards
1951-1961	10,1 milliards
1971-1981	32 milliards

secteurs mous après 1960 : textile, outillage, appareillage

- productivité / investissement
- concurrence internationale (GATT)
- Rôle des gouvernement

Secteurs en croissance : ressources, chimie, aéronautique, énergie

- Demande américaine
- Avantage comparé
- marché intérieur

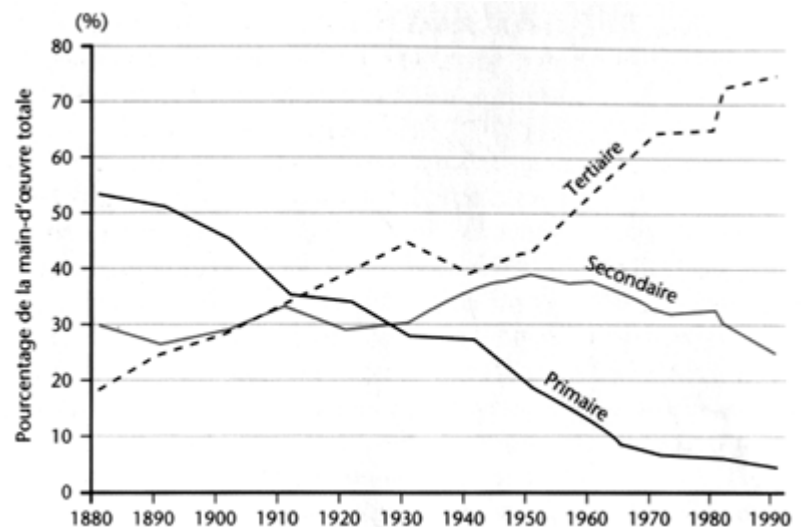


## SERVICES

72% du PIB en 1991 (76% au Québec)

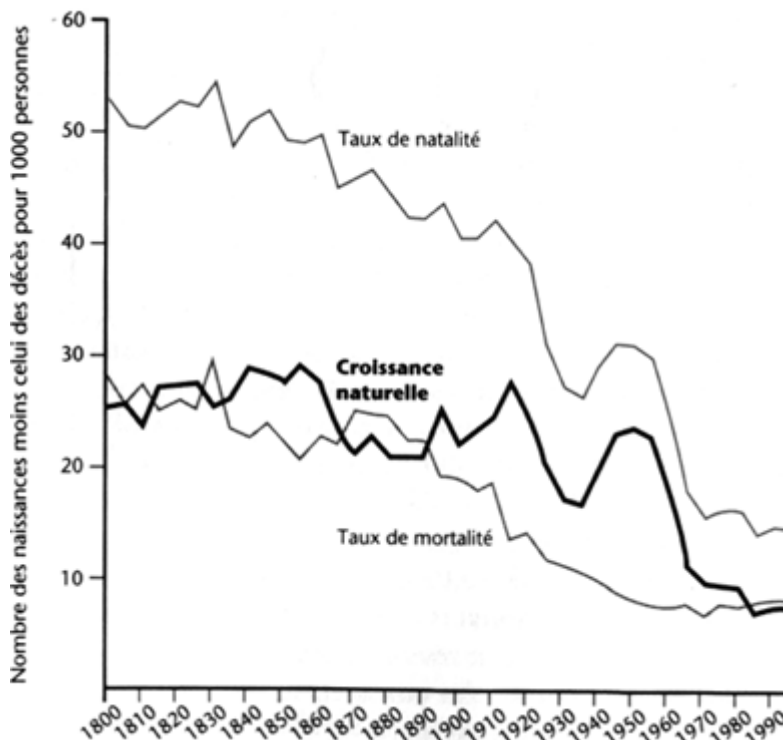
### PRIMAIRE SECONDAIRE TERTIAIRE

- 137 000 818 000 2 485 000
- Enrichissement (nouv. besoins)
- Gain de productivité moins rapide (stockage)
- Commerce 51%
- Services financiers 13%
- Communications 11%
- Gouvernements 25%



## 10 La population

1925	9,2 millions
1930	10,2 millions
1935	10,8 millions
1940	11,3 millions
1945	12 millions
1950	13,7 millions
1955	15,7 millions
1960	18,2 millions



### Hausse de la fécondité

	1940	1950	1960	1990
nombre moyen d'enfants par femmes en âge de procréer	3,45	3,84	3,77	2,14
Nombre de naissance pour 1000 habitants	11 pour mille	18 pour mille	19 pour mille	7 pour mille

### Baisse de la mortalité infantile

	1930	1940	1950	1960
nombre de bébés morts avant un an pour mille naissances	69	58	42	27
Pourcentage des naissances dans à l'hopital	26,6%	45,3%	76%	94,6%

Croissance de l'immigration (1946-1960) -

- 2,2 millions d'immigrants
- 18% britanniques ; 32% Méditerranée

### Bilan migratoire

	1940-1950	1950-1956
Ontario	+ 154 300	+375 400

Colombie-Brit.	+ 131 700	+135 000
Québec	- 27 400	+ 98 000
Nouv.-Brunsw	- 28 800	- 21 000
Nouv. Écosse	- 27 400	- 11 000
Saskatchewan	- 10 800	- 37 000

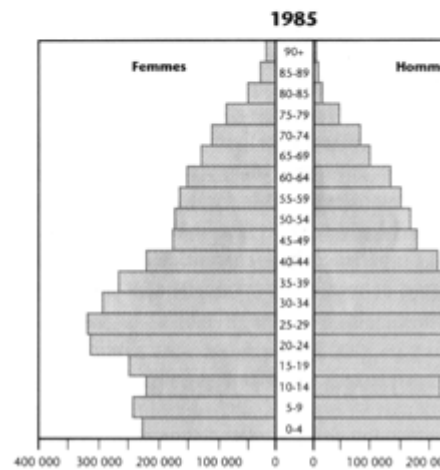
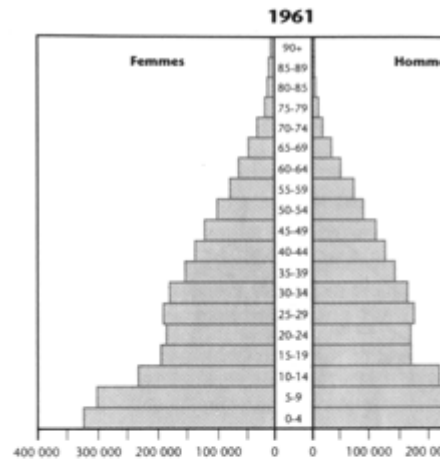
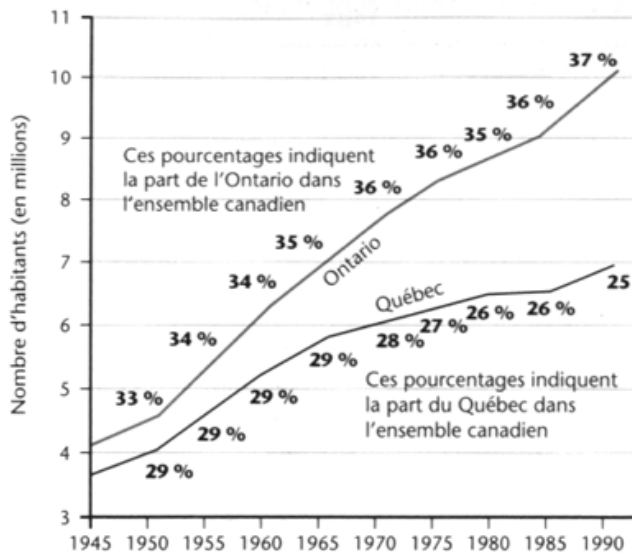
### Poids du Québec dans le Canada

1921	1931	1941	1951
26,9%	27,7%	29%	28,6

Rajeunissement, surtout au Québec (croiss. naturelle)

1951 - 25% a moins de 10 ans

1961 - 44% a moins de 20 ans



## 11 Politique depuis 1945: tendances générales

À Ottawa

Crise et Deuxième guerre : croissance des pouvoirs fédéraux

Retrait substantiel après la guerre.

Part des dépenses du fédéral dans le PIB canadien :

1944 - 37,7%

1948 - 4,5%



## Interventionnisme

Maintien de la structure décisionnelle : «brain trust» de C. D. Howe  
John M. Keynes, *Théorie générale sur l'emploi, l'intérêt et la monnaie* (1936)  
Rapport Beveridge (1942)  
Commission Rowell-Sirois (1944): rapatriement des pouvoirs fiscaux à Ottawa; keynesianisme; Programme national d'assurance chômage (1944)

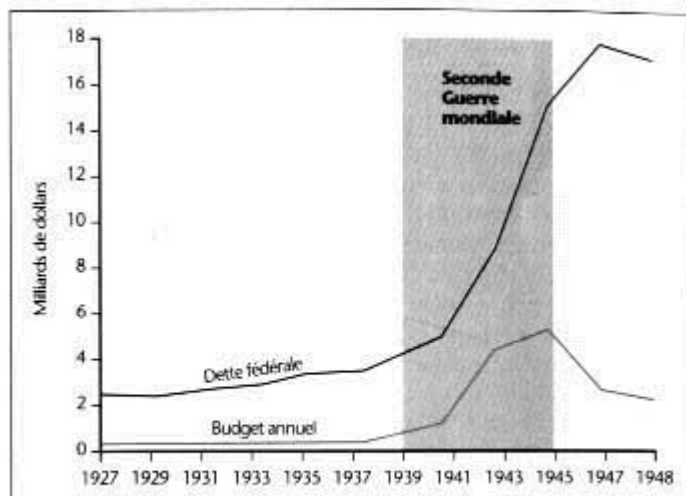


FIGURE 4.6  
Évolution des dépenses et de la dette fédérales entre 1927 et 1948

## Omniprésence du parti libéral

Des libéraux au pouvoir de 1935 à 1957 ; de 1963 à 1984; de 1993 à 2000 (40 ans sur 65 ans)  
Continuité des principes  
Stabilité des services du gouvernement  
Implantation d'une classe de technocrates  
Clientélisme politique

Dans les capitales provinciales

Longévité des régimes autour souvent de personnalités très fortes (Davis, Bennett, Smallwood, Duplessis)

Peu de libéraux. Régime conservateur (créditiste, Union nationale, BBM, contexte de guerre froide) ou socialiste (NPD)

Capital politique sur le dos du fédéral; ces régimes ont rarement les moyens de leurs ambitions

## 12 Les particularisme régionaux

Ontario. Mitchell Hepburn (Fermiers Unis, 1935-1942) **Big Blue Machine** au pouvoir de 1943 à 1985 (Robarts, Davis,). Collabore avec Ottawa (libéraux) qui ont besoin de l'Ontario (protectionnisme)

Manitoba et Saskatchewan: suprématie du CCF puis du NPD (Manitoba 1958-1984; Sask. 1944-1982). Plus ouverts envers les francophones, diversification économique; réalisations limités (pouvoir du fédéral). Elles votes cependant conservateur au fédéral (protectionnisme, moins sous l'influence de Bay Street).

Alberta: domination du Crédit social (1935-1971) sous Manning père, puis conservateur depuis (Peter Lougheed): fort sentiment anti-fédéral, anti-interventionniste et anti-libéral (revenu du pétrole, proximité des valeurs américaines)

Colombie-Britannique: alternance CCF-Crédit social, mais peu de différence de fond dans la gestion de la province. Le gouvernement de WAC Bennett (1952-1972) s'avère en effet très interventionniste.

Maritimes: seule région à élire des Libéraux; dépendance envers les subsides fédéraux; Terre-Neuve : trois référendums nécessaires; manque d'intérêt de la population. Entrée de Terre-Neuve dans la Confédération en 49 et suprématie de Joe Smallwood (1949-1972). Gestion chaotique; contrat controversé avec Hydro-Québec en 1964.

## À Québec

Pareil: Régime conservateur autonomiste; lutte contre Ottawa; peu d'initiative; montée du syndicalisme et du militantisme.

Pas pareil: replis nationaliste; coalition des forces traditionnelles; Révolution tranquille: rupture brutale du continuum politique, plus brutal et plus précoce que dans les autres provinces. Depuis existence d'un mouvement séparatiste; alliance tactique avec les gouvernements autonomistes des autres provinces, mais isolement croissant.

2. Fédéralisme canadien: les rêves canadiens

2.1 Le mouvement conservateur

2.1.1 Élan impérialiste rompu après la Première guerre. Force en Ontario autour du mouvement protectionniste. Profite de la Guerre froide; de plus en plus basé dans les Prairies; étriqué entre ses clientèles (droite impérialiste, fermiers radicaux, régions du Québec. Donc éclatement progressif...

Conservatisme traditionnel: replis au niveau provincial, surtout en Ontario

Essor du Crédit social: Surtout dans l'Ouest (radicalisme) puis dans les régions du Québec (Réal Caouette).

1959-1963 : épisode conservateur de John D. Diefenbaker; Conjoncture défavorable : 11,2% de chômage ; replis sur l'Ouest; Joe Clark en 1978.

1984-1993: épisode Mulroney: crise des finances publiques (TPS, 1989); crise constitutionnelle (échec de Meech, 1990); crise économique (Libre-échange, 1989): désastre électoral de 1993.

La base radical de l'Ouest saborde le vieux parti conservateur: Reform Party et Alliance canadienne: «Union de la droite».

## 13 Le mouvement néodémocrate

Jusqu'en 1961, Cooperative Commonwealth Federation (CCF) dominé par David Lewis (Sask.). Base rurale des prairies; nationalisation (banques et transports); démocratie directe; pressions sur le fédéral.

Depuis 1961, Nouveau parti démocratique (NPD) dominé par Edouard Broadbent (75-89). Implication politique des syndicats au Québec et en Ontario (TUA, FTQ); nouvelle base électorale ouvrière au sud de l'Ontario, autrefois clientèle du parti libéral.

Ne prend pas le pouvoir mais fait efficacement pression sur le parti libéral (élection de 68, 72 et 74)

- Force l'adoption de plusieurs mesure social

- Force le parti libéral à prendre ses distances avec Washington (retrait de troupes de l'OTAN, reconnaissance de la Chine, nouveau protectionnisme commercial)

La puissance du parti libéral

Seul véritable parti national.; forgé autour du libéralisme: prospérité, uniformité, libre-échange, au-delà du régionalisme et de l'origine nationale; Québec et Maritimes généralement acquis; se concentre sur l'Ontario.

Nationalistes québécois (Laurier, conscription)

Immigrants des Prairies (perdus après 1948)

Agriculteurs ontariens (perdus, gagnés sur la question du commerce)

Maritimes (stable)

Ouvriers, associations populaires (gagnés depuis le déclin du NPD)

2.3.2 Parti libéral associé à la prospérité de l'Après-guerre: «*Liberal Times are good times*»; à l'État providence et à la nouvelle identité canadienne.

Arrivée du «*French Power*» en 1965 autour de Trudeau. Souder le Canada par le bilinguisme, des programmes sociaux, des normes nationales et d'offices de réglementation. Désormais plus idéologique.

Cependant, gestion généralement catastrophique des finances sous de célèbres ministres: Walter Gordon, Marc Lalonde, Jean Chrétien. (défaites de 1959, de 1979 et de 1983)

**11 juin 1945** — 245 sièges

Libéraux = 125 sièges

Conservateurs = 67 sièges

Parti social démocratique = 28 sièges

Crédit social = 13 sièges

Autres = 7 sièges

Indépendants = 5 sièges

**William Lyon Mackenzie King** (*premier ministre, libéral*)

(*démissionne le 15 novembre 1948*)

**Louis Stephen Saint-Laurent** (*premier ministre, libéral*)

(*à partir du 15 novembre 1948*)

**10 août 1953** — 265 sièges

Libéraux = 171 sièges

Conservateurs = 51 sièges

Parti social démocratique = 23 sièges

Crédit social = 15 sièges

Indépendants = 3 sièges

Autres = 2 sièges

**Louis Stephen Saint-Laurent** (*premier ministre, libéral*)

**31 mars 1958** — 265 sièges

Conservateurs = 208 sièges

Libéraux = 49 sièges

Parti social démocratique = 8 sièges

**John George Diefenbaker** (*premier ministre, conservateur*)

**8 avril 1963** — 265 sièges

Libéraux = 129 sièges

Conservateurs = 95 sièges

Crédit social = 24 sièges

Nouveau Parti démocratique = 17 sièges

**Lester Bowles Pearson** (*premier ministre, libéral*)

**25 juin 1968** — 264 sièges

Libéraux = 155 sièges

Conservateurs = 72 sièges

Nouveau Parti démocratique = 22 sièges

Ralliement créditiste = 14 sièges

Indépendant = 1 siège

**27 juin 1949** — 262 sièges

Libéraux = 190 sièges

Conservateurs = 41 sièges

Parti social démocratique = 13 sièges

Crédit social = 10 sièges

Indépendants = 5 sièges

Autres = 3 sièges

**Louis Stephen Saint-Laurent** (*premier ministre, libéral*)

**10 juin 1957** — 265 sièges

Conservateurs = 112 sièges

Libéraux = 105 sièges

Parti social démocratique = 25 sièges

Crédit social = 19 sièges

Indépendants = 2 sièges

Autres = 2 sièges

**John George Diefenbaker** (*premier ministre, conservateur*)

**18 juin 1962** — 265 sièges

Conservateurs = 116 sièges

Libéraux = 99 sièges

Crédit social = 30 sièges

Nouveau Parti démocratique = 19 sièges

Autre = 1 siège

**John George Diefenbaker** (*premier ministre, conservateur*)

**8 novembre 1965** — 265 sièges

Libéraux = 131 sièges

Conservateurs = 97 sièges

Nouveau Parti démocratique = 21 sièges

Ralliement créditiste = 9 sièges

Crédit social = 5 sièges

Indépendant = 1 siège

Autre = 1 siège

**Lester Bowles Pearson** (*premier ministre, libéral*)

(*annonce en décembre 1967 qu'il démissionnera*)

(*quitte ses fonctions le 20 avril 1968*)

**Pierre Elliott Trudeau** (*premier ministre, libéral*)

(*assermenté le 20 avril 1968*)

**30 octobre 1972** — 264 sièges

Libéraux = 109 sièges

Conservateurs = 107 sièges

Nouveau Parti démocratique = 31 sièges

Crédit social = 15 sièges

Indépendant = 1 siège

**Pierre Elliott Trudeau** (*premier ministre, libéral*)

**8 juillet 1974** — 264 sièges

Libéraux = 141 sièges

Conservateurs = 95 sièges

Nouveau Parti démocratique = 16 sièges

Crédit social = 11 sièges

Indépendant = 1 siège

**Pierre Elliott Trudeau** (*premier ministre, libéral*)

**18 février 1980** — 282 sièges

Libéraux = 147 sièges

Conservateurs = 103 sièges

Nouveau Parti démocratique = 32 sièges

**Pierre Elliott Trudeau** (*premier ministre, libéral*)

(*annonce le 29 février 1984 son intention de démissionner*)

**John Turner** (*premier ministre, libéral*)

(*assermenté le 30 juin 1984*)

**21 novembre 1988** — 295 sièges

Conservateurs = 170 sièges (43,3 %)

Libéraux = 82 sièges (32,4 %)

Nouveau Parti démocratique = 43 sièges (19,7 %)

**Brian Mulroney** (*premier ministre, conservateur*)

(*jusqu'au 24 février 1993*)

**Kim Campbell** (*première ministre, conservatrice*)

(*du 13 juin 1993 jusqu'aux élections suivantes*)

**2 juin 1997** — 301 sièges

Libéraux = 155 sièges (38,8 %)

Reform = 60 sièges (18,0 %)

Bloc québécois = 44 sièges (11,1 %)

Conservateurs = 20 sièges (19,7 %)

Nouveau Parti démocratique = 21 sièges (12,4 %)

**Jean Chrétien** (*premier ministre, libéral*)

Autre = 1 siège

**Pierre Elliott Trudeau** (*premier ministre, libéral*)

**22 mai 1979** — 282 sièges

Conservateurs = 136 sièges

Libéraux = 114 sièges

Nouveau Parti démocratique = 26 sièges

Crédit social = 6 sièges

**Joe Clark** (*premier ministre, conservateur*)

**4 septembre 1984** — 282 sièges

Conservateurs = 211 sièges

Libéraux = 40 sièges

Nouveau Parti démocratique = 30 sièges

Indépendant = 1 siège

**Brian Mulroney** (*premier ministre, conservateur*)

**25 octobre 1993** — 295 sièges

Libéraux = 177 sièges (41,3 %)

Bloc québécois = 54 sièges (13,5 %)

Reform = 52 sièges (19,8 %)

Nouveau Parti démocratique = 9 sièges (6,9 %)

Conservateurs = 2 sièges (16,1 %)

Indépendant = 1 siège

**Jean Chrétien** (*premier ministre, libéral*)

## NATIONALISMES CULTURELS (CONSERVATEUR)

**Nationalisme de collaboration anti-républicain**  
Mgr Briand

**Nationalismes de conservation**  
ultramontain  
-couple nation-religion  
-retour à la terre  
-Mgr Bourget

**corporatisme**  
-Union sacrée  
-modernisation  
-Lionel Groulx

**Nationalisme opportuniste**  
-autonomie provinciale  
M. Duplessis

**Affirmationnisme**  
-classe d'affaires  
-capitalisme à la québécoise  
-régionalisme  
-retour de l'ethnique  
Jac. Parizeau

1760                      1806                      1840                      1867                      1930                      1944                      1960                      1982

**Nationalisme patriote**  
-libéral  
-démocratique  
-révolutionnaire  
-Louis-Joseph Papineau

**«Rouges»**  
-libéral  
-anti-clérical  
-républicain  
-indépendantiste  
-A.A. Dorion

**Souverainisme d'État**  
-Rôle de l'État provincial  
-Planification économique  
-Promotion culturelle  
-R. Levesque

## NATIONALISMES TERRITORIAUX (PROGRESSISTE)

**Néo-fédéralisme**                      1965 - «Les trois colombes»  
anti-nationaliste  
droits individuels  
efficacité du fédéral keynésien

Pierre Trudeau :  
détruire le séparatisme  
bilinguisme officiel  
*mosaïque canadienne*  
*unité et diversité*

triomphe après l'échec de 1980

JeanChrétien,  
Stéphane Dion

1960 - 1966                      1966 - 1970                      1970-1976                      1976-1983                      1983-1994                      1994-1998

PLQ - J. Lesage                      UN - Daniel Johnson                      PLQ - Robert Bourassa                      PQ - René Levesque                      PLQ - Bourassa                      PQ - L. Bouchard

**Séparatistes :** Oppression historique : Réappropriation  
1963 - RIN  
1964 - FLO  
1968 - PQ

1963 - RIN  
1964 - FLO  
1968 - PQ

octobre 1970  
oppression nationale  
oppression sociale

Crise après 1980  
1990 - Lac Meech  
Lucien Bouchard

## 14 Traits du régime Duplessis

Libéralisme doctrinaire: attirer les investissements étrangers

Stabilité du discours et des cadres administratifs

Défense culturelle de la nation québécoise

S'appuie sur les élites traditionnelles, en particulier l'Église catholique

Rôle de l'Église

Clergé séculier (conseil paroissial)

Clergé régulier (santé, éducation)

effectifs :

1900 - 8 600

1941 - 33 000

1960 - 45 000 dont 75% de femmes

En lutte avec l'État jusqu'en 1945, mais collaboration avec le régime Duplessis (discrédit après 1960)

### 3.3 Les objectifs de la Révolution tranquille

3.3.1 Urgence du rattrapage: retard des infrastructures; croissance des besoins (éducation, santé); débordement des cadres religieux; regroupement, laïcisation, universalité et atteinte des standards

3.3.2 Nationalisme économique: promotion du statut économique des Canadiens-Français, aide aux entreprises; rôle moteur des sociétés d'État.

3.3.3 Rôle de l'État comme véhicule de transformation et moteur du nationalisme québécois: nouveau nationalisme territorial : affirmation de l'identité par l'État (lois linguistiques, promotion de la culture, présence internationale); augmenter l'étendu des interventions de l'État provincial par de nouveaux ministères: revenu (1961), éducation (1964), immigration (1968), fonction publique (1969) et par des sociétés d'État : Hydro-Québec (1963), Régie du logement, Régie des rentes, Régie de l'assurance-maladie, Régie de l'assurance automobile, SIDBEC, SOQUIP (69), SOQUIA (75), SGF (72), SDI (71), Caisse de dépôt (65)

Dépenses de l'État québécois

1960 : 800 millions

1970 : 4 milliards

1980 : 20 milliards

1988 : 32 milliards

## 15 ÉTAT CANADIEN : ÉVOLUTION RÉCENTE

État de la politique au Canada depuis 1993

1980 - Pierre Elliott Trudeau libéral

1984 - John Turner libéral

1984 - Martin Brian Mulroney conservateur

1988 - Martin Brian Mulroney conservateur

1993 - Kim Campbell conservateur

1993 - Jean Chrétien libéral

1997 - Jean Chrétien libéral

## **Tendances générales**

Usure du pouvoir sous Trudeau : gestion catastrophique de l'économie ; saga constitutionnel ; députation concentrée au Québec ; impatience de l'Ouest ; montée des idées de droite à travers l'Occident.

Brian Mulroney élu par l'Ouest et une percée sans précédent au Québec : régler le déficit et faire entrer le Québec dans la constitution

Trop associé au Québec

Scandales financiers (Roch Lasalle, Sinclair Stevens)

Poursuite de la saga constitutionnelle

Libre-échange mal compris, surtout en Ontario

Jean Chrétien «Liberal Times are good times». Centralisation et lutte au déficit menées de paire.

Députation concentrée en Ontario

Triomphe de «l'image» libérale (illusion du welfare state, Team Canada, casques bleus, bourses du millénaire, Sheila Copps)

Conjoncture économique favorable.

## **Tendances régionales récentes**

# **16 Tendances régionales récentes**

### **Ontario**

Désormais celle qui fait et défait les gouvernement à Ottawa (40% de la population canadienne) ; longtemps conservatrice à cause du protectionnisme («Big blue machine») ; expérience libérale (Peterson) et néo-démocrate (Rea)

à Toronto : conquise au néo-libéralisme (Harris) afin de demeurer propice aux investissements

à Ottawa : massivement libéral (vote immigrant, favorable à la centralisation). Y influence les nouveaux calculs de péréquation

### **Maritimes**

Vote libéral depuis la Guerre (profite des transferts fédéraux) ; adversaire du Québec dans les transferts de pouvoir (McKenna, Clyde Well, Churchill Falls, francophones hors Québec)

au provincial : montée des conservateurs pour attirer investissement et gérer le pelletage d'Ottawa

à Ottawa : Maintien du vote libéral, mais montée néo-démocrate ; vote de contestation envers les coupures de Paul Martin (bureau fédéraux, bases militaires, pêcheries)

## Ouest

Vote conservateur depuis le déclin du Crédit social (1963) ; dans l'opposition durant 20 ans ; espoirs déçus dans le gouvernement Mulroney ; montée du Reform party : régionalisme ; démocratie directe (sénat élu)

au provincial : rupture entre l'Alberta riche et le Manitoba pauvre ; changements sociologiques : déclin du monde rural, montée de la classe affaire urbaine et opportuniste : percée libérale

à Ottawa : Déclin du Reform party suite à la division de l'opposition ; espoir dans une union de la droite

## Colombie-Britannique

Croissance rapide de l'économie et de la population ; forte urbanisation ; longue tradition conservatrice puis créditiste muée dans le NPD (nombreux contentieux avec les États-Unis)

à Vancouver : montée du parti libéral (gestion des surplus)

à Ottawa : montée du vote libéral (zone Asie-Pacifique, immigrants, Team Canada) qui remplace le NPD

## Québec

Revirement historique en 1984 avec l'élection de Mulroney ; déclin économique et démographique : vote de contestation avec le Bloc québécois : retour au «fédéralisme rentable»

à Québec: déclin du séparatisme suite à une crise sociale et aux divisions ; viré à droite, le parti libéral ne sais en profiter

à Ottawa : Maintien probable du Bloc québécois lié à l'échéance référendaire

# 17 La saga constitutionnelle

## La recherche d'une charte d'amendement (1949-71)

La Constitution de 1867 a été écrite au Canada, mais demeure une loi britannique. Pour la modifier, le Canada doit présenter une **pétition** à Westminster

Avant 1949 on peut procéder à des **amendements constitutionnels**

- Achat des terres de Rupert (1868)
- Nouvelles provinces (1871)
- le Parlement du Canada nomme les Sénateurs (1886)
- Statut de Westminster (contrôle de la politique étrangère) (1931)
- confier l'assurance-chômage au fédéral (1940)

La **convention** pour un amendement consiste en un vote des deux chambres du Parlement du Canada (Communes et Sénat) et de la législature de toutes les provinces (droit de veto pour le Québec)

Avec la Seconde guerre mondiale (1939-1945) le fédéral renforce ses pouvoirs

**1949** - le PM Louis Saint-Laurent veut modifier la constitution pour mettre en place l'État-Providence. Nécessite l'accord des provinces qui refusent

Au Québec, Duplessis, au nom de l'autonomie provinciale, s'oppose en particulier à de nouveaux pouvoirs pour Ottawa. De même Hepburn en Ontario et R.B. Bennett en Colombie-Britannique.



**1960** - John Diefenbaker propose la Formule Fulton-Favreau : une loi permettant de modifier la constitution canadienne. - John Diefenbaker propose la Formule Fulton-Favreau : une loi permettant de modifier la constitution canadienne.

Décréter que le Canada est souverain pour modifier sa constitution

*Délégation* prov-féd. Sur demande d'au moins quatre provinces

Règle de l'unanimité pour modifier les juridictions provinciales

Sept provinces représentant 50% de la pop pour les pouvoirs du fédéral

«Dans l'immédiat, la Formule Fulton-Favreau cristallise la règle de l'unanimité et remet notre destin entre les mains des autres provinces ; le mode d'amendement fait du Québec, une fois pour toutes, une province comme les autres sur le plan constitutionnel.»

Jacques-Yvan Morin, SSJB, 10 avril 1965

Le Québec refuse mais, entre temps, en 1964, s'établit la règle de **l'opting out** : droit de retrait d'une province à un programme fédéral avec pleine compensation financière à condition de rencontrer les standards nationalement définis.

Le Québec seul utilise **l'opting out** et se retire immédiatement de 28 programmes fédéraux : prêts et bourses, subventions aux universités, fonds de retraite, etc.

**1971** - Charte de Victoria - Charte de Victoria

Rapatriement de la Constitution de 1867

Pas de changements dans l'immédiat

Véto pour le Québec, l'Ontario et le fédéral sur les changements constitutionnels

Bourassa refuse au nom de la souveraineté culturelle et pcq c'est un droit essentiellement négatif.

«What does Quebec want ?»

## **Trudeau face à Levesque (1976-1981)**

16 novembre 1976 : élection du Parti Québécois. Charte de la langue française (Loi 101)

français seule langue officielle

Affichage unilingue français

français dans les écoles pour tous les allophones

20 mai 1980 - Référendum sur la souveraineté association : 60% NON, 40% OUI

PM Trudeau : «On met nos sièges en jeu qui va y en avoir du changement»

aut. 1980 : Conférence fédéral-provinciale à: duel Trudeau-Levesque

hiv. 1981 : réélection du Parti Québécois de René Levesque

avril 1981 : le fédéral annonce le **rapatriement unilatéral** de la Constitution avec l'appui de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Les huit autres provinces vont en cour suprême pour contester la constitutionnalité.

juin 1981 : «le fédéral ne peut agir sans s'être assuré d'un degré appréciable de consentement provincial»

5 nov. 1981 : Nuit des longs couteaux : toutes les provinces votent l'accord à l'exception du Québec

déc. 1981 - Adoptée de la nouvelle constitution à Ottawa

mars 1982 - adoptée à Westminster (Londres)

avril 1982 - proclamation de la Constitution par la Reine

reprend la Constitution de 1867 telle quelle

article 42 : pour modifier, accord unanime de toutes les

législatures à l'intérieur d'un délais de trois ans

Charte des droits et libertés

article 33 : Clause dérogatoire : droit pour une province de ne pas se conformer immédiatement à un aspect de la charte.

Québec va en cour suprême :

«Le Québec ne possède pas un droit de veto conventionnel (...) le rapatriement, sans son consentement, est illégitime, mais légal»

La Charte de la langue française est déclarée anti-constitutionnelle (contraire à la Charte des droits) ; Québec se prévalait de l'article 33, mais doit assouplir la Loi 101... Loi 186, Loi 89, etc...

## **La société distincte (1985-1992)**

déc. 1985 : Retour des Libéraux de Robert Bourassa à Québec

Gilles Rémillard, ministre de la justice, présente les cinq conditions pour que le Québec accepte de signer la constitution de 1982 :

- reconnaissance du Québec comme société distincte
- pouvoir accru en immigration
- participation à la nomination des juges de la cour suprême
- limitation du pouvoir de dépenser du fédéral
- droit de véto du Québec pour toutes modifications constitutionnelles

avril 1987 : le PM Brian Mulroney convoque les PM des provinces au Lac Meech (Québec)

juin 1987 : Signature des Accords Meech-Langevin qui satisfont les 5 demandes du Québec

23 juin 1987 : Les accords sont votés par l'assemblée nationale à Québec

26 oct. 1987 : vote par la Chambre des communes d'Ottawa

24 juin 1990 : Après les trois ans prévues par la Constitution de 1982 : deux provinces, Terre-Neuve et le Manitoba, refusent de voter les Accords du Lac-Meech qui s'écroulent.

Robert Bourassa : «Le Québec reste et demeurera toujours une société distincte capable d'assumer son destin».

Nov. 1990 - Commission Bélanger-Campeau : recommande «qu'un seul référendum ait lieu et qu'il porte sur la souveraineté.» Signé par Robert Bourassa et Jacques Parizeau.

Tractations secrètes entre Robert Bourassa et les autres premiers ministres (Affaire Willelmy)

aut. 1992 - Référendum de Charlottetown : battu au Canada pcq ça donne trop au Québec ; battu au Québec pcq ça donne pas assez.

Nov. 1993 - Le Québec envoie 53 députés du Bloc québécois à Ottawa pour promouvoir la souveraineté.

## **Les conditions gagnantes (1994-2000)**

Oct. 1994 - Élection du Parti Québécois de Jacques Parizeau qui promet un référendum avant un an.

30 octobre 1995 - Référendum sur la souveraineté : 50%-50% ; démission de Parizeau ; Lucien Bouchard quitte le Bloc québécois et devient premier ministre du Québec. Promesse d'un nouveau référendum au prochain mandat

aut. 1997 : réélection de Jean Chrétien : stratégie du fédéral pour empêcher la souveraineté (Stéphane Dion, Pierre Pettigrew, Lucienne Robillard) ; Proposition de Calgary

aut. 1998 : victoire à la Pyrrhus du PQ de Lucien Bouchard : retour au contexte de 1981

Québec faible pour négocier

Pressions de la base du PQ pour un référendum

- Impossibilité objective de réaliser la souveraineté
- fragilité économique et insécurité
- Déclin de l'État
- Rupture du pacte social.